

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



BUREAU, 172^e
SÉANCE

Mercredi 18 octobre 1967,
à 15 h 35

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Adoption de l'ordre du jour de la vingt-deuxième session et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour: mémoire du Secrétaire général (suite)</i>	
<i>Demande d'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour: question proposée par le Secrétaire général (suite)</i>	45
<i>Demande d'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour: question proposée par les Etats-Unis d'Amérique</i>	45
<i>Organisation des travaux de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale</i>	50

Président: M. Corneliu MANESCU (Roumanie).

Adoption de l'ordre du jour de la vingt-deuxième session et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour: mémoire du Secrétaire général (suite) [A/BUR/168 et Corr.1, A/BUR/168/Add.1 à 3]

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION NOUVELLE A L'ORDRE DU JOUR: QUESTION PROPOSEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL (suite) [A/6832/Rev.1]

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION NOUVELLE A L'ORDRE DU JOUR: QUESTION PROPOSEE PAR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE (A/6837)

1. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) présente la question proposée par les Etats-Unis pour inscription à l'ordre du jour (A/6837). Il rappelle qu'au cours de la discussion, certains membres, dont le Président de la Première Commission, se sont demandé si l'on pouvait modifier le libellé d'une question nouvelle dont l'inscription est demandée à l'ordre du jour, et que l'examen du règlement intérieur a permis de répondre à cette question par l'affirmative. De son côté, le Sous-Secrétaire aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale a suggéré de subdiviser la question proposée par le Secrétaire général (A/6832/Rev.1) en deux rubriques distinctes. Dans un esprit de compromis, la délégation des Etats-Unis soumet donc à l'examen du Bureau une nouvelle question intitulée "Question des privilèges et immunités diplomatiques", qui comprend deux subdivisions, à savoir d'une part la question telle qu'elle a été proposée par le Secrétaire général et, d'autre part, le texte initialement suggéré par le représentant du Dahomey. Ce faisant, la délégation des Etats-Unis a été uniquement animée par le désir d'exprimer un point de vue partagé par plusieurs délégations et de résoudre une question

qui a fait l'objet de longues discussions. Comme il s'agit, selon le Secrétaire général, d'une question de principe qui doit être examinée dans un cadre juridique, le représentant des Etats-Unis propose formellement que cette question soit renvoyée à la Sixième Commission.

2. M. ZÖLLNER (Dahomey) se félicite que la délégation des Etats-Unis ait avancé une solution de compromis et ait repris le libellé soumis par le Dahomey. La question telle qu'elle est proposée par les Etats-Unis ne répond toutefois pas aux intentions du représentant du Dahomey, dont le texte visait à remplacer celui du Secrétaire général et non à s'y ajouter. Il importe de souligner que des pourparlers se poursuivent au sujet de cette question non seulement au sein de l'Organisation des Nations Unies, mais en Afrique même, là où s'est déroulé l'incident. Dans ces conditions, il n'y a pas de raison pour que le Bureau se hâte d'adopter une décision alors que les négociations se poursuivent et que l'on peut espérer arriver à une décision unanime. La délégation dahoméenne demande donc au Bureau de repousser de deux semaines toute décision sur cette question. Avant de proposer formellement l'ajournement de l'examen de cette question, le représentant du Dahomey souhaiterait connaître l'avis des auteurs des deux questions nouvelles, qui sont les seuls à pouvoir juger véritablement s'il est opportun de prendre une décision immédiate ou de reporter cette décision à une date ultérieure.

3. M. MOLINA UREÑA (République Dominicaine) estime que la question proposée par le Secrétaire général montre bien que ce dernier est animé par le désir profond de réaffirmer les principes de la Charte. La délégation dominicaine a tout d'abord éprouvé quelques hésitations au sujet de cette question, dont le champ d'application n'était pas aussi vaste qu'elle l'eût souhaité, mais elle estime maintenant que le libellé de la question proposée par les Etats-Unis s'applique à l'ensemble du problème. Elle appuie donc la proposition des Etats-Unis. Elle n'est pas opposée à la proposition d'ajournement du Dahomey, mais elle voudrait entendre d'autres avis à ce sujet.

4. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) déclare que le Secrétaire général acceptera la proposition d'ajournement du représentant du Dahomey si cette proposition rencontre l'agrément des membres du Bureau.

5. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) estime que la proposition de la délégation des Etats-Unis n'est pas dictée par un esprit de compromis, mais qu'elle constitue une manœuvre politique visant à éclipser la proposition du Secrétaire général. La

délégation tanzanienne n'est pas opposée à l'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour, mais le libellé proposé par les Etats-Unis (Mesures visant à mettre en œuvre les privilèges et immunités des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies, ainsi que les obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques) est vraiment par trop vague, alors que le Secrétaire général insiste quant à lui sur la "réaffirmation d'une immunité", étant donné que des incidents précis ont eu lieu en Afrique. En ce qui concerne la proposition d'ajournement formulée par le représentant du Dahomey, elle est contraire à la bonne marche des travaux du Bureau, car l'examen de la question a déjà été remis plusieurs fois, sans résultat. D'ailleurs, le représentant de la République-Unie de Tanzanie n'a absolument pas connaissance des négociations dont a parlé le représentant du Dahomey. Des consultations de ce genre ne pourraient avoir lieu qu'entre certains pays et le Secrétaire général, et tel n'est apparemment pas le cas. Le représentant de la Tanzanie est donc opposé à l'ajournement de l'examen de la question et propose qu'une décision soit prise immédiatement en ce qui concerne les deux questions nouvelles. Quant au Gouvernement guinéen, qui était l'une des parties à l'incident, il estime que la question telle qu'elle est proposée par le Secrétaire général devrait être inscrite à l'ordre du jour.

6. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) dit que la proposition de sa délégation n'a été en aucune façon motivée par des manœuvres politiques. Elle correspond uniquement à un souci d'ordre et d'harmonie constructive. La délégation des Etats-Unis ne sera pas hostile à un ajournement si la majorité du Bureau souscrit à cette idée.

7. M. FAKHREDDINE (Soudan) préférerait que la proposition originale du Secrétaire général fût maintenue. La délégation soudanaise n'est pas certaine en effet que le Bureau ait compétence pour modifier le libellé et l'objectif d'une question proposée pour inscription à l'ordre du jour. Il serait dangereux d'interpréter d'une façon trop libérale les dispositions du règlement intérieur. La proposition des Etats-Unis a toutefois été motivée par un esprit de compromis, et la délégation soudanaise sera en mesure de l'appuyer. En ce qui concerne les négociations dont a parlé le représentant du Dahomey, le représentant du Soudan ne voit pas pourquoi cette question devrait être encore examinée en Afrique, puisqu'un accord a déjà été réalisé à ce sujet en Afrique même. Il n'y a pas lieu d'ajourner de nouveau l'examen de la question dont le Bureau est saisi.

8. M. ZOLLNER (Dahomey) souligne que lorsqu'il avait demandé l'ajournement du débat, il avait annoncé que des négociations étaient en cours et qu'il espérait que des résultats seraient obtenus. Or, on est bien arrivé à des résultats, puisque le Secrétaire général a modifié le libellé de sa question. Les événements confirment donc que le Bureau a fait preuve de sagesse en acceptant l'ajournement. Dans le cas présent, il serait opportun que le Bureau réitère cette heureuse initiative. Le représentant du Dahomey tient en outre à souligner que sa délégation, quant à elle, ne se fait

le porte-parole d'aucun autre pays, contrairement à une délégation qui a exprimé l'opinion d'un gouvernement non représenté au sein du Bureau. Sans avoir à divulguer ses sources, il confirme que des pourparlers ont lieu, aussi bien à l'Organisation des Nations Unies qu'en Afrique. D'autre part, il ne voit pas pourquoi le Bureau ne devrait pas ajourner le débat, les auteurs des propositions eux-mêmes ne s'y étant pas opposés. Conformément à l'article 78 du règlement intérieur, le représentant du Dahomey demande l'ajournement de la séance.

9. Le PRESIDENT, en vertu de l'article 119 du règlement intérieur, invite le Bureau à se prononcer sur la motion d'ajournement proposée par le représentant du Dahomey.

Il y a 10 voix pour, 10 voix contre et 4 abstentions. La proposition n'est pas adoptée.

10. M. BENITES (Equateur) déclare qu'il a voté contre cette proposition pour une raison de procédure. Les articles 78 et 119 du règlement intérieur ont été invoqués, mais en fait, aucun d'eux n'est applicable au cas présent. L'article 78 concerne les séances plénières et l'article 119 les commissions. Comme il s'agit ici du Bureau, le vote aurait dû avoir lieu conformément à une décision du Bureau lui-même.

11. M. ZOLLNER (Dahomey) déclare que s'il a invoqué l'article 78, qui s'applique aux séances plénières, c'est parce que le Bureau est l'émanation de l'Assemblée plénière. Lorsqu'aucun article ne s'applique expressément au Bureau, la conduite des travaux de ce dernier est régie par le règlement de l'Assemblée générale. Le représentant du Dahomey est surpris de la position prise par le représentant de l'Equateur. La raison que ce dernier a fournie aurait dû motiver une abstention et non un vote négatif. Il s'agit là d'une application spécieuse du règlement intérieur.

12. M. BENITES (Equateur) s'étonne que le représentant du Dahomey estime devoir indiquer comment une délégation aurait dû voter. Un représentant est certes libre de penser qu'un autre représentant a pu commettre une erreur, mais il n'a pas le droit de lui signifier la façon dont il aurait dû voter.

13. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) se félicite que le Bureau n'ait pas décidé d'ajourner la séance. Il tient à souligner que le fait d'avoir mentionné l'opinion du Gouvernement guinéen ne signifie pas que la République-Unie de Tanzanie se fait le porte-parole de ce gouvernement. Quoi qu'il en soit, la Guinée est un pays africain, et la délégation tanzanienne n'hésiterait pas à parler au nom de la Guinée, de même que la délégation guinéenne n'hésiterait pas à le faire pour la délégation tanzanienne si cette dernière était absente.

14. M. FERNANDINI (Pérou) estime que le débat aurait dû être ajourné, d'autant plus que les auteurs des propositions n'y étaient pas opposés. Le résultat du vote montre clairement que la moitié du Bureau ne désire pas prendre une décision dans l'immédiat et qu'un certain nombre de délégations ne se sont pas prononcées. L'argument avancé par le représentant de la Tanzanie se retourne donc contre lui: le Bureau n'est pas prêt à prendre une décision. Le

représentant du Pérou demande au Président de repousser la décision sur cette question afin que des consultations aient lieu avec tous les membres du Bureau.

15. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) déclare qu'il s'est abstenu lors du vote. Les résultats montrent que le Bureau doit continuer d'examiner la question et prendre une décision à la présente séance. Le représentant du Honduras estime qu'en proposant et en examinant les deux questions nouvelles, personne n'a été animé par des considérations d'ordre politique. A l'origine deux pays africains étaient en cause, mais il ne s'agit pas ici d'une question d'intérêt régional. C'est bien le respect des principes universels et des droits de l'homme, pour lequel le monde n'a pas cessé de lutter depuis la civilisation grecque, qui est ici en jeu. La question doit être placée dans son véritable contexte, celui de l'universalité de principes qui sont à la base même des relations entre les peuples et les Etats. Le Bureau devrait adopter la proposition des Etats-Unis tendant à ranger sous une seule rubrique le texte du Secrétaire général et le libellé initialement suggéré par le représentant du Dahomey. L'ensemble de cette question devrait ensuite être étudié par la Sixième Commission.

16. M. ZOLLNER (Dahomey) précise que les remarques qu'il a faites au sujet de l'interprétation du règlement intérieur donnée par le représentant de l'Equateur n'avaient aucun caractère personnel et ne visaient nullement à dicter une attitude quelconque à qui que ce soit; M. Zollner entendait seulement dire qu'à son avis, dans le doute, il valait mieux s'abstenir. La délégation dahoméenne est convaincue, pour sa part, que la procédure du Bureau est régie non seulement par les articles 38 à 44, mais aussi par tous les autres articles "de droit commun" du règlement intérieur. Au demeurant, si l'on acceptait la thèse de l'Equateur suivant laquelle les articles 78 et 119 ne seraient pas applicables au Bureau, il s'ensuivrait que le vote sur la motion d'ajournement aurait été nul. La délégation du Dahomey reste persuadée qu'il vaudrait mieux différer toute décision sur les deux questions, de façon à aboutir à une solution unanime.

17. M. Zollner s'élève contre l'utilisation du mot "Réaffirmation" dans le libellé de la question proposée par le Secrétaire général (A/6832/Rev.1). Il note qu'au paragraphe 4 de son mémoire explicatif, le Secrétaire général déclare qu'il s'agit d'une "importante question de principe concernant les privilèges et immunités mentionnés à l'article 105 de la Charte des Nations Unies et à la section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies". Or, force est à la délégation dahoméenne de noter que l'article 105 pose la question des privilèges et immunités en termes très généraux et qu'au contraire, les immunités spécifiques et les privilèges particuliers sont régis par les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Comme cette dernière n'est qu'un instrument contractuel qui n'a de valeur que pour les parties qui l'ont signée et qui sont donc tenues de toute façon de s'y conformer, M. Zollner ne voit pas l'intérêt de "réaffirmer" une immunité particulière qui y figure. Il fait remarquer que le Dahomey, par exemple, qui n'est pas partie à cette convention, ne saurait se considérer lié par elle.

18. M. Zollner s'élève aussi contre l'expression "immunité importante" car il estime qu'en droit, il ne saurait y avoir d'immunités plus importantes que d'autres et qu'il n'y a pas de raison d'examiner l'application d'une immunité de préférence à toutes les autres.

19. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) regrette que certains représentants avancent des arguments dilatoires pour retarder l'adoption par le Bureau d'une décision sur la demande d'inscription d'une question nouvelle par le Secrétaire général. M. Fedorenko estime que même si le problème pratique immédiat qui avait motivé la demande d'inscription initiale de la question (A/6832) est résolu, la question de principe soulevée à cette occasion garde un caractère de gravité et d'actualité incontestable.

20. Le représentant de l'URSS note qu'on a pris prétexte de la demande d'inscription de la question proposée par le Secrétaire général pour évoquer toute une série d'autres questions; il se réfère notamment à la demande d'inscription d'une autre question par la délégation des Etats-Unis (A/6837). A première vue, le libellé de cette question semble témoigner du souci bien naturel de passer de l'examen d'une violation particulière à l'étude de l'ensemble des principes devant régir toute la question des privilèges et immunités et des obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques. Comme c'est là une question qui ne présente pas un caractère d'actualité et d'urgence évident, M. Fedorenko s'interroge sur les motifs qui ont pu animer la délégation qui a proposé son inscription à l'ordre du jour. A propos de la mention qui est faite, au paragraphe 2 du mémoire explicatif des Etats-Unis du statut juridique accordé aux représentants des Membres des Nations Unies, il se demande si le propos de la délégation des Etats-Unis est de donner à l'Assemblée générale des explications sur les pratiques discriminatoires auxquelles certains représentants accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies sont sujets de la part des autorités locales du pays d'accueil, ou d'expliquer pourquoi le Congrès des Etats-Unis n'a pas encore ratifié l'accord relatif au Siège conclu entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement américain.

21. Le représentant de l'URSS suppose qu'en fait la délégation des Etats-Unis souhaite que la question des privilèges et immunités diplomatiques soit placée dans le cadre plus large du droit diplomatique et consulaire, mais il estime que l'Assemblée générale ne doit pas se laisser détourner de l'étude du point essentiel, qui est celui évoqué par le Secrétaire général. Il demande donc que l'on s'en tienne au libellé de la question qui figure dans la note de Secrétaire général (A/6832/Rev.1).

22. M. TOMEH (Syrie) explique qu'il a voté contre la motion d'ajournement parce que rien ne justifiait qu'on diffère à nouveau une décision sur des demandes d'inscription remontant respectivement au 27 septembre et au 9 octobre. Certaines délégations ont fait valoir qu'il y avait de bonnes raisons de surseoir à l'adoption d'une décision, mais il semblerait alors que la présente séance du Bureau n'ait été organisée que pour donner aux principaux acteurs l'occasion de pro-

céder à une répétition générale de leur rôle. Il demande que le Bureau prenne une décision sur les deux questions le jour même.

23. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) pense, comme le représentant de la Syrie, que les consultations auxquelles donneraient prétendument lieu les deux questions ont largement eu le temps de se dérouler depuis le 27 septembre et le 9 octobre, et qu'une décision doit intervenir sans plus de délai.

24. Aux délégations qui ont affirmé que le Secrétaire général n'avait pas d'objections à un nouvel ajournement de l'examen de la question proposée par lui, M. Malecela répond que, bien entendu, le Secrétaire général ne peut faire autre chose que demander l'inscription d'une question et qu'il ne peut exiger que sa demande soit examinée à telle ou telle date.

25. M. EL-FARRA (Jordanie), intervenant sur une motion d'ordre, déclare que, logiquement, le Bureau doit procéder dans l'ordre suivant: premièrement, se prononcer sur la plus ancienne des deux demandes, à savoir celle du Secrétaire général (A/6832/Rev.1), deuxièmement, se prononcer sur la demande des Etats-Unis (A/6837), troisièmement, se prononcer, le cas échéant, sur l'opportunité d'une fusion des deux questions en un point unique, et quatrièmement, décider de la Commission à laquelle la ou les questions seraient renvoyées. Il considère donc que le Bureau examine maintenant la question présentée par le Secrétaire général.

26. M. FAKHREDDINE (Soudan) déclare que certains privilèges et immunités sont plus importants que d'autres et que, par exemple, la détention de certains diplomates guinéens en Côte d'Ivoire est plus grave que ne l'est la mise en fourrière de la voiture d'une mission diplomatique par la police new yorkaise. C'est une question de bon sens. Comme il ne s'agit pas de formuler un principe nouveau, mais simplement de réaffirmer un principe existant, M. Fakhreddine pense que le Bureau devrait recommander le renvoi de cette question à la Commission politique spéciale et non à la Sixième Commission.

27. M. BENITES (Equateur) tient à préciser que dans son intervention précédente, il a voulu indiquer que si on ne pouvait invoquer expressément les dispositions des articles 78 et 119 du règlement intérieur qui s'appliquaient l'une aux séances plénières de l'Assemblée et l'autre aux séances des commissions, comme l'avaient fait respectivement le représentant du Dahomey et le Président, on pouvait en revanche fort bien invoquer le principe admis dans ces deux articles.

28. Le représentant de l'Equateur appuie la procédure suggérée par le représentant de la Jordanie, d'autant plus qu'il n'appartient au Bureau que de faire des recommandations à l'Assemblée générale et non de se prononcer sur le fond des questions.

29. M. FAHMY (République arabe unie) déclare que le vote intervenu sur la motion d'ajournement était parfaitement valable, car l'article 162 du règlement intérieur dispose que les articles relatifs à la procédure des commissions de l'Assemblée générale sont applicables à la procédure de tout organe subsidiaire, à moins que l'Assemblée générale ou l'organe subsidiaire n'en décide autrement.

30. Conformément à la politique générale de la République arabe unie en matière d'inscription de questions à l'ordre du jour de l'Assemblée, la délégation de la République arabe unie appuie l'inscription à l'ordre du jour de la question proposée par le Secrétaire général et de la question proposée par les Etats-Unis. Comme rien ne permet de supposer qu'un nouvel ajournement inciterait le Secrétaire général ou la délégation des Etats-Unis à revenir sur leurs positions, M. Fahmi estime qu'il ne faut pas atter-moyer davantage.

31. M. HAMBRO (Norvège) annonce que conformément à sa politique habituelle, la délégation norvégienne votera pour l'inscription à l'ordre du jour tant de la question proposée par le Secrétaire général que de la question proposée par les Etats-Unis. Les différentes délégations auront tout loisir de critiquer mutuellement leurs positions au sein des commissions chargées de l'examen des questions au fond. Elles ne doivent pas le faire au Bureau.

32. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) tient à préciser, à l'intention des représentants de la République-Unie de Tanzanie et de l'URSS, qui ont des doutes quant aux motifs qui ont inspiré la demande des Etats-Unis, que son pays a cherché à donner satisfaction aux nombreuses délégations qui ont estimé nécessaire d'élargir la portée du point dont l'inscription est proposée par le Secrétaire général. Comme le Secrétaire général l'a lui-même indiqué dans son mémoire explicatif (A/6832/ Rev.1), bien que l'incident qui est à l'origine de la demande d'inscription d'une question nouvelle soit clos, il convient d'examiner les questions de principe qu'il a soulevées. Pour que cet examen ait tout son intérêt, il y a lieu de le placer dans le contexte des multiples violations des privilèges et immunités diplomatiques que l'on constate dans la vie internationale.

33. Le représentant de l'URSS a fait allusion aux difficultés rencontrées par le personnel diplomatique à New York. En évoquant ces cas, la délégation de l'URSS ne fait qu'appuyer la thèse des Etats-Unis selon laquelle il convient d'élargir autant que possible la portée de la nouvelle question à inscrire à l'ordre du jour. Si les Etats-Unis éprouvent quelque réticence à examiner ces cas, ils insisteraient pour que la question proposée par le Secrétaire général soit adoptée telle quelle, puisqu'elle ne porte que sur une immunité particulière.

34. Les représentants de la Jordanie et de l'Equateur ayant souhaité que les deux demandes d'inscription dont le Bureau est saisi soient examinées dans l'ordre chronologique de leur présentation, M. Buffum fait observer que la proposition des Etats-Unis constitue en fait un amendement à la proposition du Secrétaire général, amendement qui tend à englober cette dernière tout en tenant compte des objections que diverses délégations ont élevées à son sujet. Si cet amendement est adopté, il sera inutile de se prononcer sur la demande du Secrétaire général.

35. M. CHAYET (France) se rallie à la formule de compromis proposée par les Etats-Unis, car elle tient compte de l'ensemble des vues exprimées. Il y a lieu cependant de noter qu'elle ne dissipe pas les doutes qu'on peut éprouver quant au point de savoir si le

Bureau est compétent pour modifier le libellé de tout point dont l'inscription est demandée. Or, une question de principe est en jeu. Le règlement intérieur de l'Assemblée générale stipule que le Bureau procède en tous points de la même manière que l'Assemblée générale dont il est l'émanation. Aucune de ses dispositions n'interdit au Bureau de modifier le libellé des questions dont l'inscription à l'ordre du jour est réclamée. Il convient de rappeler d'ailleurs que ses articles 40 et 41 sont issus de l'article 33 du règlement intérieur provisoire, qui laissait toute latitude au Bureau pour retoucher le libellé des questions. Lesdits articles précisent certaines compétences du Bureau sans pour autant lui retirer celles qui lui étaient déjà reconnues. La pratique confirme cette interprétation. A plusieurs reprises, le Bureau a, avec ou sans le consentement des auteurs, apporté des modifications aux questions proposées. M. Chayet cite des cas très précis qui prouvent que le Bureau peut modifier et la forme et le fond des questions dont l'inscription est demandée.

36. Comme c'est une solution pratique qu'il faut rechercher, le Bureau devrait retenir la proposition des Etats-Unis, qui permettrait de conclure rapidement le débat. La question nouvelle dont l'inscription sera recommandée devrait être renvoyée à la Sixième Commission, qui pourrait discuter des principes en jeu. On éviterait ainsi que se renouvelle une querelle qui a été déplorée par tous.

37. M. EL-FARRA (Jordanie) dit qu'il s'inclinera devant toute décision que le Président pourra prendre quant à la procédure de vote. Il présente un amendement au libellé de la question proposée par les Etats-Unis (A/6837) tendant à insérer après les mots "convoquée par les Nations Unies", les mots "et les privilèges et immunités du personnel et de l'Organisation elle-même". Cet amendement répond à la nécessité de donner une portée plus vaste aux débats sur la question nouvelle.

38. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant acte de la déclaration du représentant des Etats-Unis, espère que les Etats-Unis donneront tous éclaircissements utiles sur les actes arbitraires dont les représentants des Etats Membres sont victimes aux Etats-Unis et pourront expliquer en particulier le comportement de leurs douaniers à Nassau (Bahamas) à l'égard du représentant de Cuba, puisqu'ils se disent réellement prêts à discuter de l'ensemble des questions qui ont été soulevées par les délégations.

39. M. FAHMY (République arabe unie) signale que, dans les cas cités par le représentant de la France, les amendements apportés par le Bureau avaient été acceptés par les auteurs des points en question. Cela le confirme dans sa conviction que le Bureau n'est pas censé introduire des questions nouvelles ou modifier celles qui lui sont proposées. L'article 99 du règlement intérieur stipule d'ailleurs expressément que les commissions n'abordent pas de nouvelles questions de leur propre initiative.

40. Sir Leslie GLASS (Royaume-Uni) est en faveur de l'inscription des deux questions nouvelles à l'ordre du jour. Il fait observer qu'il suffit de lire les journaux pour se rendre compte qu'en de nombreuses

régions du monde les Etats ne respectent pas leurs obligations en ce qui concerne les privilèges et immunités des représentants diplomatiques et commettent des actes qui vont jusqu'à la détention et dont la gravité est sans aucune mesure avec la mise en fourrière d'une voiture ou la saisie de bagages.

41. M. ZOLLNER (Dahomey) tient à dissiper tout malentendu: il n'a pas dit que le vote qui vient d'intervenir n'était pas valable ou légitime, puisqu'il l'a accepté. Il a fait simplement observer que, si l'on suivait le raisonnement d'un des membres du Bureau, ce vote ne serait pas licite puisqu'il n'y a aucun article, dans le règlement intérieur de l'Assemblée générale, concernant la procédure de vote du Bureau. Les articles 84 à 97 s'appliquent aux séances plénières, et les articles 125 à 134 aux séances de commissions. M. Zollner souscrit d'autant plus volontiers aux observations du représentant de la République arabe unie que celui-ci a rappelé les dispositions de l'article 162, lequel donne au Bureau la possibilité de prendre ses décisions en se fondant sur les articles relatifs à la procédure des commissions de l'Assemblée générale et sur les articles 45 et 62.

42. Une délégation ayant fait valoir que certaines immunités sont plus importantes que d'autres, M. Zollner met au défi tout représentant de citer dans un quelconque passage de la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités diplomatiques qui, de près ou loin, puisse impliquer qu'il y a des immunités importantes et d'autres qui ne le sont pas.

43. Le représentant de la France a amplement prouvé que le Bureau est parfaitement habilité non seulement à adopter ou non les points dont l'inscription est demandée mais aussi à en modifier le texte s'il le juge utile, et il a cité des cas — dont M. Zollner peut affirmer qu'ils se sont bien présentés, puisqu'il a assisté aux débats en question — où le Bureau, contre la volonté des auteurs, a apporté des retouches au libellé des questions proposées. Le Bureau est donc en droit de modifier le libellé de tout point, quel qu'en soit l'auteur.

44. La délégation dahoméenne souhaite, pour sa part, présenter au moins un amendement au texte du Secrétaire général, tendant à remplacer les mots "d'une immunité importante" par "des privilèges et immunités". Les amendements déjà présentés prouvent qu'il aurait été plus sage de ne pas se prononcer à la présente séance. En invitant le Bureau à surseoir à toute décision, M. Zollner n'entendait pas amorcer une manœuvre dilatoire, bien au contraire. Du reste, à aucun moment sa délégation n'a été opposée à l'inscription de l'une quelconque des questions.

45. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) ne voit pas d'objection à l'amendement jordanien puisqu'il répond au souci des Etats-Unis de faire en sorte que la question du respect des immunités et privilèges soit examinée dans tous ses détails. En ce qui concerne l'amendement dahoméen, la question se pose de savoir s'il s'appliquerait à l'alinéa a de la proposition des Etats-Unis ou uniquement au point dont l'inscription est proposée par le Secrétaire général.

46. M. FAKHREDDINE (Soudan) souligne qu'il n'a jamais dit que certaines immunités étaient juridiquement plus importantes que d'autres, mais le simple

bon sens indique que certaines violations ont des répercussions moins graves que d'autres.

47. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) dit que le Secrétaire général, qu'il a consulté au sujet de l'amendement dahoméen, ne peut, en l'état actuel des choses, accepter aucun amendement au libellé de la question dont il propose l'inscription.

48. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) indique qu'il votera pour la proposition du Secrétaire général sous la forme que celui-ci tient à lui donner, et contre l'amendement dahoméen. Il demande au représentant du Dahomey de ne pas insister pour que son amendement soit mis aux voix.

49. M. ESFANDIARY (Iran), parlant en qualité de Vice-Président de la Cinquième Commission, appuie, à la fois la proposition du Secrétaire général telle qu'elle se présente et la proposition des Etats-Unis, qui tend à donner plus d'ampleur à la question. Toutefois, il se prononce contre l'amendement dahoméen, qui aurait pour effet d'embrouiller les questions au lieu de les clarifier.

50. M. ZOLLNER (Dahomey) fait observer que lorsque c'est la violation d'un texte juridique qui suscite la présentation d'une demande d'inscription et que l'on a accepté que la question soit examinée par un organe juridique et tranchée sous son angle juridique, il faut que son libellé soit juridiquement valable, ce qui n'est pas le cas du libellé de la question proposée par le Secrétaire général, contrairement à l'argumentation développée par le représentant du Soudan.

51. On a demandé si l'amendement dahoméen s'appliquait aux deux questions proposées; à ce propos, M. Zollner dit qu'il maintiendra son amendement si le texte du Secrétaire général est envisagé séparément. Si ce texte est repris dans le cadre de la proposition des Etats-Unis, il n'insistera pas pour qu'on tienne compte de cet amendement mais proposera d'inverser l'ordre des alinéas a et b de la question proposée par les Etats-Unis (A/6837, par. 4), cela pour des raisons de logique. Il est en effet préférable de partir du général, et donc de traiter d'abord des immunités dans leur ensemble, telles qu'elles figurent à l'Article 105 de la Charte et d'en arriver ensuite à une illustration précise, c'est-à-dire à l'immunité particulière dont il est question dans le texte du Secrétaire général.

52. M. FAKHREDDINE (Soudan) invoque l'article 118 du règlement intérieur pour demander la clôture du débat et la mise aux voix des propositions en présence.

53. M. TOMEH (Syrie) et M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) appuient la proposition du Soudan.

54. M. ZOLLNER (Dahomey) n'est pas opposé à la clôture du débat.

55. Le PRESIDENT déclare le débat clos et invite le Bureau à se prononcer d'abord sur l'amendement dahoméen tendant à inverser l'ordre des alinéas a et b de la question proposée par les Etats-Unis.

Par 10 voix contre 9, avec 5 abstentions, l'amendement dahoméen est adopté.

56. Le PRESIDENT invite le Bureau à se prononcer sur la proposition des Etats-Unis visant à grouper

les deux questions nouvelles sous leur forme amendée en une question unique intitulée "Question des privilèges et immunités diplomatiques" (A/6837).

Par 16 voix contre une, avec 5 abstentions, la proposition des Etats-Unis est adoptée.

57. M. EL-FARRA (Jordanie) entend qu'il soit consigné que le texte qui vient d'être adopté tient compte de la modification qu'il a proposé d'y apporter.

58. Le PRESIDENT rappelle que le représentant des Etats-Unis a proposé de renvoyer la question à la Sixième Commission.

Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour la question intitulée "Question des privilèges et immunités diplomatiques: a) mesures visant à mettre en œuvre les privilèges et immunités des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies et les privilèges et immunités du personnel et de l'Organisation elle-même, ainsi que les obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques; b) réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies" et de la renvoyer à la Sixième Commission.

Organisation des travaux de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale

59. Le PRESIDENT félicite les présidents des commissions pour les efforts qu'ils ont faits en vue de mettre au point un calendrier des séances de leurs commissions respectives.

60. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) soumet au Bureau un calendrier provisoire des séances plénières.

61. Au cours des deux prochaines semaines, l'Assemblée plénière examinera les rapports qui auront été achevés par les grandes commissions. Elle pourra étudier également le point 94 de son ordre du jour, intitulé "La situation au Moyen-Orient", auquel elle a décidé de donner un rang élevé de priorité.

62. Le 30 octobre, à sa séance de l'après-midi, l'Assemblée pourrait examiner le point 19 (Election des membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international).

63. Le 31 octobre aura lieu la Conférence pour les annonces de contribution au Fonds d'équipement des Nations Unies.

64. A partir du 1er novembre, l'Assemblée pourrait examiner le point 95, intitulé "Nécessité d'accélérer l'élaboration d'une définition de l'agression, compte tenu de la situation internationale actuelle".

65. Le 6 novembre, dans l'après-midi et après l'allocation du roi du Népal, l'Assemblée voudra peut-être examiner le point 15 (Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité) et le point 16 (Election de neuf membres du Conseil économique et social).

66. A partir du 7 novembre, l'Assemblée pourrait aborder l'examen du point 93 (Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies).

67. Par la suite, l'Assemblée pourrait examiner le point 64 (Question du Sud-Ouest africain) et l'ensemble du point 23 (Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux).

68. Le PRESIDENT invite les membres du Bureau à communiquer à M. Narasimhan ou à son cabinet

toutes observations ou suggestions concernant le calendrier provisoire qui vient d'être proposé. S'il le faut, le Bureau reviendra ultérieurement sur la question du calendrier des séances plénières. En tout état de cause, le Président annoncera le programme de travail le plus tôt possible.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 55.